



SESSION ANNUELLE DES ASSEMBLÉES DES GOUVERNEURS

FORTALEZA (BRÉSIL)

AB-2169
11 mars 2002
Original : anglais
français

DISCOURS DU GOUVERNEUR SUPPLÉANT TEMPORAIRE POUR LE CANADA
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Susan Whelan

1. Permettez-moi, tout d'abord, de remercier le Gouvernement du Brésil et les habitants de Fortaleza pour leur accueil chaleureux et leur généreuse hospitalité.
2. Au cours des derniers jours, j'ai eu le plaisir de parcourir les Caraïbes et l'Amérique latine. Ce que j'ai vu m'a convaincue que le partenariat et la coopération entre les pays de l'hémisphère peuvent produire des résultats vraiment remarquables.
3. En tant que ministre de la Coopération internationale du Canada, j'espère que les peuples des Amériques continueront à travailler avec nous à divers niveaux. Dans cet ordre d'idée, il m'a fait plaisir de formaliser hier un accord cadre qui régit la coopération entre la Banque et le Canada, ce qui permettra d'approfondir un partenariat déjà porteur. Cela ne peut que contribuer à développer nos riches et fructueux rapports bilatéraux et multilatéraux.
4. Nous assistons aujourd'hui à la première assemblée du Conseil des gouverneurs depuis le Sommet des Amériques, qui a eu lieu à Québec l'an dernier. Permettez-moi donc de commencer par quelques observations.
5. Au Sommet, les chefs d'État ont adopté un ambitieux Plan d'action. Celui-ci prévoit que l'on accorde un intérêt renouvelé aux éléments suivants :
 - le développement de l'hémisphère;
 - le renforcement de la coopération et de l'intégration;
 - le renforcement de la démocratie;
 - la création de la prospérité;
 - la réalisation du potentiel humain
6. Rappelez-vous qu'il s'agit là d'engagements collectifs pris par les membres emprunteurs de la BID — auxquels la BID a promis d'apporter son appui. La Banque — et

son Président, M. Iglesias — mérite d'être félicitée pour son engagement dans cette démarche.

7. Je me contenterai de dire que nos dirigeants ont investi beaucoup d'énergie dans l'élaboration du Plan d'action adopté lors du Sommet. Alors que nos pays s'efforcent d'honorer ces engagements, le Canada sait que ses homologues à l'Assemblée Conseil des gouverneurs de la BID occupent une position privilégiée pour faire en sorte que ce plan se traduise en financement, en action et en développement à long terme.

8. Le Canada croit que la Banque joue un rôle important à l'échelle de l'hémisphère. Elle est non seulement une source importante et stable de financement pour le développement des pays de la région mais elle constitue aussi une tribune pour le dialogue sur les orientations. Et, utilisée à bon escient, elle a une capacité particulière qui saura nous aider, tous, à atteindre l'un des Objectifs de développement du millénaire, celui de diminuer la pauvreté de moitié d'ici 2015.

9. Lors de la Huitième reconstitution, en 1994 — conformément à la Stratégie générale de la Banque —, les gouverneurs ont entériné le mandat de celle-ci, lequel consiste à promouvoir le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ce mandat est toujours d'actualité. D'ailleurs, il correspond parfaitement au Plan d'action du Sommet.

10. J'applaudis le fait que la BID a consacré plus de la moitié de ses prêts à la réduction de la pauvreté et à l'équité sociale. La Banque a même dépassé les objectifs fixés par les Gouverneurs. Le Canada l'encourage à continuer en ce sens.

11. La Banque a aussi renforcé la gouvernance des pays emprunteurs et leur intégration sur le plan régional. Dans l'accord sur la Huitième reconstitution, nous avons déclaré que la participation aux marchés mondiaux est un outil important pour la modernisation de l'État. La Banque a donné suite à cette déclaration.

12. D'une part, la Banque a soutenu les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques. D'autre part, elle a soutenu les réformes de gouvernance et la mise en place de structures nécessaires afin que tous les pays puissent tirer parti des bénéfices de la mondialisation. Le Canada appuie sans réserve ce programme ambitieux; nous croyons d'ailleurs qu'il faudra aller plus loin pour mieux équiper les pays à cet égard. Nous tenons aussi à féliciter la Banque d'avoir lancé dernièrement un dialogue sur la concurrence à l'échelle régionale.

13. La Banque a effectivement augmenté sa part de prêts accordés au renforcement du secteur social et ceux destinés à réduire la pauvreté. Et elle doit continuer sur cette lancée. Cependant, comme on l'a reconnu lors de la Huitième reconstitution, cela ne suffit pas. Les prêts doivent aller de pair avec la réforme de la gouvernance, la modernisation de l'État et un processus de consultation plus large dans la prise de décision.

14. Le programme adopté par la BID pour donner suite au Sommet des Amériques repose sur cinq grands thèmes :

- gouvernance et démocratie;
- intégration et développement économiques;
- écologie et développement durable;
- équité et bien-être sur le plan humain;
- connectivité et technologie.

15. Tous ces éléments peuvent faire que la mondialisation devienne un vecteur de réduction de la pauvreté; tous reflètent les Objectifs de développement du millénaire.

16. Nous devons maintenant travailler ensemble pour atteindre ces objectifs. Permettez-moi de mettre en relief quelques-uns des champs d'intervention que nous devrions explorer.

17. Premièrement, la Banque doit maintenir son appui à l'équité et à la participation — qu'il s'agisse des Autochtones ou d'autres groupes marginalisés. Prenant comme point de départ le niveau de financement de 2001, la Banque doit poursuivre et intensifier les efforts destinés à la lutte contre la pauvreté, et ceux favorisant l'équité sociale.

18. Deuxièmement, la Banque doit continuer d'accroître son efficacité en matière de développement, par la mise en œuvre de sa Stratégie générale.

- Cela signifie préserver l'intégrité financière de la Banque.
- Cela signifie chercher à améliorer sa capacité de contrôle et d'évaluation — je pense en particulier aux prêts à déboursement rapide, et à la nécessité d'intégrer l'évaluation dès le départ dans la conception et l'approbation des projets.
- Cela signifie établir des liens plus solides entre la programmation nationale et l'ensemble des activités de la Banque — du plus gros programme de prêts à la plus modeste opération de soutien technique.
- Et cela signifie mettre l'accent sur les résultats. Nos gouvernements et nos citoyens tiennent à ce que les fonds provenant de leurs impôts soient utilisés le plus efficacement possible et parviennent à ceux qui en ont le plus besoin. La clé de l'efficacité réside dans une meilleure utilisation de ce que nous avons déjà.

19. Tout cela m'amène à mon troisième point, c'est-à-dire le rôle de la Banque par rapport à celui des autres intervenants — dans une perspective bilatérale comme dans une perspective multilatérale. La Banque doit être à l'avant-garde. Elle doit réussir à humaniser le développement. Les prêts à déboursement rapide ou ceux octroyés pour réagir à une situation de crise placent souvent la BID en concurrence directe avec le FMI ou la Banque mondiale. Dans de tels cas, il y a place pour améliorer la collaboration avec ces institutions. Et quand la BID réagit à une crise, elle doit mettre l'accent sur l'atténuation des effets sociaux et sur la réduction de la pauvreté, comme en témoigne par exemple la récente revue par la Banque des

prêts consentis à l'Argentine. Elle doit réagir selon les paramètres qui correspondent le mieux à ses connaissances étendues et sa vaste expérience.

20. Quatrièmement, nous avons connu une décennie au cours de laquelle le fossé entre riches et pauvres s'est creusé. L'expansion du commerce international, l'augmentation des débouchés, la croissance de l'efficacité — tout cela peut générer une activité économique et une richesse susceptibles de réduire considérablement la pauvreté. Mais nous n'y parviendrons que si les débouchés et la richesse sont partagés largement et équitablement. En tant qu'institution régionale chargée de renforcer la coopération et l'intégration dans l'hémisphère, la Banque a un rôle particulier à jouer pour faire en sorte que la mondialisation, dans les Amériques, commence à profiter aux pauvres.

21. Vu la lenteur de la croissance économique et la perpétuation de la pauvreté dans beaucoup de pays, je crois qu'il est vital de réserver des ressources aux pays les plus démunis, ceux du Groupe II — qui réunit les pays les plus petits et les plus vulnérables — afin qu'ils reçoivent l'aide dont ils ont besoin et qu'ils méritent.

22. Le mandat de la Banque — c'est-à-dire l'emphase sur le développement économique et social à long terme et l'accent mis sur la lutte contre la pauvreté — est plus actuel et plus urgent que jamais. De fait, les Objectifs de développement du millénaire, le Plan d'action du Sommet de Québec, le mandat de la Banque et les priorités de développement du Canada semblent concorder parfaitement.

23. En conclusion, permettez-moi de vous dire que notre but commun ne doit être rien de moins que d'offrir une vie meilleure et un avenir plus prometteur à tous les peuples des Amériques.